

Politiques

2005, l'année des antidéclinistes

mercredi 5 janvier 2005, par [Alain Duhamel](#)

Libération mercredi 05 janvier 2005

En France, 2004 a été l'année du triomphe des déclinistes. Rarement le pessimisme, voire le défaitisme ont dominé à ce point dans l'opinion. Une étude comparative européenne menée par une fondation irlandaise a établi que parmi les quinze Etats membres qui formaient encore l'Union européenne au début de l'année dernière, seuls les Portugais et les Grecs se plaignaient plus que les Français de leurs conditions d'existence. Dans ce classement très subjectif, les Hexagonaux se rangeaient à la treizième place sur quinze. Pire : lorsque les Européens étaient interrogés sur leur évaluation de l'avenir, les Français se situaient à la dernière place. Le désarroi est à son comble et les idéologues qui présentent la France comme un objet politique en chute libre ont gagné l'an passé la bataille du climat psychologique.

Les Français doutent d'eux-mêmes et de leur nation. Ils ne croient plus aux promesses de recul du chômage ou aux perspectives d'amélioration du niveau de vie. Ils ont beau pouvoir s'enorgueillir d'une productivité qui les situe dans le trio de tête au plan mondial, attirer les investissements étrangers plus qu'aucun autre pays européen, exporter davantage par tête d'habitants que les Américains ou que les Japonais, disposer de services publics plus enviés que ceux de tous les autres grands Etats du monde, bénéficier d'une protection sociale que seuls les pays sociaux-démocrates d'Europe du Nord distancent, rien n'y fait. La pauvreté qui frappe six millions de Français, la précarisation des emplois, toutes les formes d'insécurité qui persistent, et parfois s'amplifient, éclipsent complètement les facteurs positifs. Les Français se sentent sincèrement plus à plaindre que les autres et, jusqu'ici, personne n'est parvenu à leur démontrer qu'ils ont tort. Même quand, sous Lionel Jospin, le chômage a vraiment reculé et que les plus démunis et les plus exposés ont bénéficié de mesures substantielles, le moral des Français est resté plus sombre que celui de leurs voisins. L'an passé, il a atteint des records négatifs.

D'ailleurs, faut-il vraiment s'en étonner tant les déclinistes règnent sur le débat des idées ? La France est entachée par l'extrême droite la plus puissante d'Europe, avec celles de la Flandre belge et de l'Autriche (celle-ci en recul). Le Front national est persuadé que la France n'est plus la France et que le ciel est vraiment tombé sur la tête des Gaulois. Les souverainistes soupirent à chaque fois qu'ils respirent et regardent notre pays comme un musée en péril. Les altermondialistes nous promettent mille morts, sauf introuvable révolution. Les communistes maudissent la société et cherchent des recettes chez des prophètes cruellement démentis. Les corporatismes qui entravent la France ne songent qu'à jouer les serre-freins. Les libéraux nous condamnent à la chute finale sauf conversion d'urgence à l'aimable modèle anglo-saxon. En théorie, les déclinistes sont en forte majorité.

L'année 2005 va peut-être pourtant démontrer le contraire. Les Français seront appelés à voter le référendum sur le traité constitutionnel européen, sans doute au mois de juin. Au-delà des arrières-pensées présidentielles et des manœuvres partisans qui pollueront inévitablement le scrutin, le choix qui s'offre aux citoyens sera très révélateur des tempéraments personnels. Quelles que soient les limites du traité constitutionnel, les frustrations ou les regrets qu'il inspire, il faudra parier soit en faveur d'une dynamique de l'innovation et du consensus, soit en faveur d'une volonté de blocage et de conflit.

Les optimistes, ceux qui croient aux progrès collectifs, même à petits pas, ceux qui considèrent que la France joue dans l'affaire son statut, son prestige, son influence, son ambition européenne, ceux-là voteront oui. Ceux qui, en revanche, ne veulent plus de l'Europe telle qu'elle se construit, refusent

d'avantage de partage de souveraineté, ne se satisfont pas du renforcement des institutions européennes, de leur démocratisation, de l'émergence d'une personnalité internationale, d'une avancée sociale (trop modeste) voteront naturellement non.

En fait, dans les deux cas, au-delà des arguments rationnels, il s'agira d'une attitude psychologique, d'un réflexe de confiance ou de défiance d'un constructivisme ou d'un pessimisme. Il se trouve que, pour des raisons historiques (la France est le pays fondateur de l'Europe, plus qu'aucun autre) et chronologiques (l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne voteront oui, sans doute avant le scrutin français), le référendum tricolore sera décisif et commandera directement le destin de la constitution européenne. Les déclinistes choisiront instinctivement le non, les antidéclinistes, ceux qui croient au poids de la France, à sa capacité d'évolution interne et d'influence extérieure, opteront pour le oui. Le résultat du scrutin représente donc une revanche face aux triomphes récents des déclinistes. La France croira-t-elle assez en elle-même, en sa vitalité et en son identité pour prendre le risque d'un oui qui ne règle certes pas tout, ou bien se refermera-t-elle sur elle-même, portes et fenêtres verrouillées, face à un changement qui l'effraie et à un choix pascalien qui l'intimide ?

Les plus jeunes (qui votent peu), les mieux formés et les mieux informés (qui votent beaucoup) penchent pour le oui ; les plus âgés (bons électeurs), les plus inquiets, les plus sceptiques (trop souvent abstentionnistes), choisiront le non. Le résultat est encore très aléatoire mais il indiquera clairement si 2005 peut être l'année des antidéclinistes.